

Problématiques actuelles

Les *Vadda*, peuple traditionnel de chasseurs habitant les forêts, souffrent de l'extrême pauvreté comme résultat des interventions de l'État pendant la période coloniale et post-coloniale. Il s'agit par exemple de projets de développement (incluant le relogement forcé) et la mise en place de politiques de conservation qui ignorent les modes de vie *Vadda* et leurs moyens de subsistance.¹

Leur adaptation forcée à un mode de vie standardisé (*mainstream*) a eu une influence néfaste sur l'esprit autrefois libre des *Vadda*, leur manière de vivre traditionnelle et leurs valeurs culturelles, a intensifié leur marginalisation et renforcé leur dépendance. Leur première occupation, qu'est la chasse, est maintenant interdite par des lois nationales. Parfois, là où les ressources de forêts protégées sont exploitées par des communautés forestières, dont les *Vadda*, des arrêts sont pris avec pour conséquence des conflits majeurs et des batailles légales entre les groupes concernés.

Une modification-clé dans leurs activités de subsistance a été l'adoption de pratiques agricoles sédentaires. Ce passage les a d'autant plus rendus dépendants aux intrants extérieurs, comme les fertilisants chimiques et les pesticides, et a limité leur accès aux sources d'eau saisonnières.

Par conséquent, les stratégies de subsistance traditionnelles des *Vadda*, favorables à la conservation des forêts, se sont aujourd'hui érodées.

Le prix que le peuple *Vadda* paie est lourd. En effet ils sont confrontés à des pressions exagérées et luttent pour pérenniser leurs moyens de subsistance. Ils sont aussi confrontés à l'érosion de leurs valeurs traditionnelles qui font place à des aspirations matérielles sous l'influence de facteurs économiques, socioculturels et religieux externes.

Les droits des *Vadda* entrent dans des politiques nationales plus larges centrées sur les droits des communautés forestières en général. Ces politiques ont privé les habitants traditionnels des forêts, comme le peuple *Vadda*, de leur base économique et de leurs moyens de subsistance à travers des déplacements et l'interdiction d'accéder aux ressources naturelles des forêts.

Plaidoyer politique

L'Inter-Agency Working Group on the Livelihood Recovery of Traditional/Indigenous Forest Dwelling People (IWGLRIP – 2005) a été créée en réponse aux incertitudes qu'éprouvent les communautés forestières modernes sur leurs moyens de subsistance.

Ce groupe de travail, dont la création a été facilitée par le Programme des Nations Unies pour le Développement/ Fond Environnemental Mondial – Programme de microcrédits (UNDP/GEF-SGP), est composé de représentants du Secrétariat de la Biodiversité du Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles (*Biodiversity Secretariat of the Ministry of Environment and Natural Resources*, BS-MENR), du Centre pour les Etudes Eco-Culturelles (*Centre for Eco-Cultural Studies*, CES) qui opère comme secrétariat associé, et du Département de la Conservation de la Faune et Flore Sauvage (*Department of Wildlife Conservation*, DWLC).

Le Groupe de Travail a pour principaux objectifs de faciliter la récupération des activités et moyens de subsistance forestiers et de préserver les systèmes de connaissance traditionnels associés. Le processus avance à travers des négociations entre les différentes parties prenantes visant un changement dynamique afin de dépasser les barrières auxquelles les communautés forestières sont actuellement confrontées dans leur interaction avec leur environnement naturel. Les parties prenantes sont des administrations locales, de district, régionales et nationales, des organisations non-gouvernementales et des entreprises privées comme des entrepreneurs.

La récupération des activités/moyens de subsistance forestière et la préservation des systèmes de connaissances associés sont au centre du travail du Groupe de Travail, mais les agendas nationaux et internationaux comme la Convention de la Diversité Biologique (CBD) et les bien connus Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont par exemple aussi abordées.

Dans l'esprit de la Décennie Internationale des Peuples Autochtones, des avancées dans l'établissement de la Politique Nationale sur les Savoirs Traditionnels (NPTK) ont été enregistrées en 2003. Le NPTK et les mesures associées ont finalement été déclarées le 9 Août 2007, journée internationalement reconnue comme celle de la célébration des peuples autochtones. Les politiques préexistantes, comme le Plan d'Action National pour la Biodiversité et la Politique Forestière Nationale, ont déjà souligné l'importance de la préservation des pratiques de savoir traditionnel et de leurs communautés associées. Toutefois le NPTK est une politique gouvernementale uniquement dédiée à la promotion et à la facilitation des connaissances traditionnelles et au maintien du bien-être éco-culturel des communautés autochtones qui ont entretenu une telle sagesse pendant des milliers d'années.

Programme modèle de récupération des moyens de subsistance

Un modèle de projet visant à la récupération des moyens de subsistance des communautés forestières Vadda a été élaboré par IWGLRIP à Ratugala. Ratugala fait partie avec six autres communautés traditionnellement dépendantes des forêts et/ou des communautés habitant dans les forêts déplacées, dans un programme de cinq ans dans sa phase 1.

Les sept aires concernées sont :

- Ratugala : environs de Gal Oya National Park (District de Monaragala),
- Pollebadda : environs de Nuvaragala Forest Reserve (District d'Ampara)
- Dambana : environs de Maduru Oya National Park (district de Badulla)
- Henanigala : environs de Maduru Oya National Park (district d'Ampara)
- Gallinda, Rotavava et Minneriya : environs de Sigiriya Wildlife Sanctuary, Minneriya-Giritale Nature Reserve et Minneriya-Giritale National Park (District de Polonnaruwa)
- Dimbulagala et environs
- Environs de Flood Plains National Park et Vasmamuva National Park(District de Polonnaruwa)
- Panama : environs de Kumana Wildlife Sanctuary, Yala et Lahugala-kitulana National Parks (District de Monaragala).

Le programme pilote au Ratugala sert de modèle de programme de recherche-action appliquée à travers lequel on va établir les principes pour la phase 1. Ces principes seront sélectionnés selon les besoins prioritaires identifiés par la communauté locale pour être ensuite appliqués conjointement avec la société locale représentée. Ce programme, en se basant sur l'article 8J du CBD pour le partage équitable des bénéfices de la biodiversité, a

pour objectif de protéger les droits des communautés habitant traditionnellement dans les forêts et de promouvoir des pratiques économiques alternatives et durables tout en abordant. De plus, il soutient les initiatives visant à l'amélioration socio-économique et à la conservation des cultures et de l'environnement par le biais d'initiatives communautaires participatives ayant des bénéfices directs et à long terme pour les communautés concernées.

Le programme pilote a jusqu'à présent proposé les recommandations suivantes :

- Minimiser les conflits d'intérêts entre les parties prenantes comme les gestionnaires de zones protégées et les peuples des forêts
- Minimiser les effets défavorables de la dépendance des communautés par rapport aux zones protégées
- Etablir des villages « eco-culturels » pour proposer des moyens de subsistance alternatifs
- Développer des méthodes de documentation sur les pratiques de connaissances traditionnelles liées à la gestion des ressources naturelles
- Etablir un programme d'interprétation communautaire sur les cultures traditionnelles et augmenter les équipements existants
- Renforcer et améliorer les compétences des communautés locales habitant dans les forêts
- Monter un mécanisme de partage équitable des bénéfices des zones protégées et de la bio-prospection
- Etablir un marché pour la vente de produits forestiers qui ne sont pas dérivés du bois
- Monter un mécanisme d'assistance financière pour réacquérir les propriétés communautaires
- Faire prendre conscience et aborder les problèmes sociaux et de santé communautaire
- Aborder les problèmes de genre

Le programme qui jusqu'à maintenant repose sur des initiatives impliquant un groupe large de parties prenantes et la participation dynamique, implique aussi les communautés locales qui dépendent des ressources de forêts protégées. L'organisation multi-partite établie nationalement et régionalement a préparé le terrain à un dialogue constructif. La participation de parties prenantes variées dans le planning, la mise en place, le suivi et la restructuration prenant en compte tant les intérêts nationaux que les avantages pour les locaux, est la réussite clé atteinte par le programme jusque là. Les conflits d'intérêts entre les parties prenantes, notamment instituts gouvernementaux et communautés forestières locales, sont négociés par l'IWGLRIP afin de les minimiser. Néanmoins, la priorité sera donnée à la récupération par les peuples forestiers de leurs moyens de subsistance à travers la reconnaissance des droits communautaires, en tant que gardiens des écosystèmes dans lesquels ils vivent.

Les parties prenantes du programme piloté au Rutagala, comprenant deux représentants *Vadda* de Pollebadda et Dambana, des représentants du BS-MENR, du DWLC, du CES et de l'UNDP/GES-SCP, ont participé à la Conférence Régionale sur les Peuples Autochtones et la Gestion des Ressources Naturelles, tenue à Chang Mai, Thaïlande du 10 au 14 Novembre 2007. Cette consultation faisait partie d'un processus initié en 2005 par l'Initiative Régionale des Peuples Autochtones. Son but était d'identifier les fossés et les possibilités existant au niveau régional afin de mieux adresser la question urgente des changements dans les ressources naturelles, l'environnement et le climat. L'engagement des

participants sri-lankais à Chiang Mai a depuis permis la création de réseaux régionaux et « une avancée » avec le projet de monter une Conférence Nationale au Sri Lanka dès 2008, pour présenter le modèle en question.

¹ Stavenhagen, R, 1990: The Plight of the Indigenous. *The Vanishing Aborigines: Sri Lanka's Veddas in Transition*. Edité par Dharmadasa, K.N.O et S.W.R. de A. Samarasinghe. Colombo: International Centre for Ethnic Studies. Pp 17-20, 22

Dharmadasa, K.N.O., 1990: The Veddas' struggle for Survival: Problems, Policies and Responses. *The Vanishing Aborigines: Sri Lanka's Veddas in Transition*. Edité par Dharmadasa, K.N.O et S.W.R. de A. Samarasinghe. Pp 141, 165-166

Sudarshani Fernando a fait des recherches sur les modes de vie des Vadda depuis 1991 et représente l'IWGLRIP en tant que Secrétaire de la Coordination du Centre pour les Etudes Eco-Culturelles (CES) avec son collègue Sujeewa Jasinghe, Directeur de Projet au CES. D'autres membres du Groupe de Travail sont Shireen Samarasuriya, Coordinatrice Nationale du Programme des Nations Unies pour le Développement/ Fond mondial pour l'Environnement – Programme de microcrédit (UNDP/GEF-SGP).

Gamani Gamange, Directeur du Secrétariat de la Biodiversité du Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles (BD-MENR).

Source : The Indigenous World 2008, traduction GITPA, Anna Belt.